



lundi 18 juin 2018

Les dingues du pognon

Alors que l'Aquarius et ses 630 migrants erraient en Méditerranée à la recherche d'un port, Emmanuel Macron préparait un coup de com' à la Donald Trump, avec la même vulgarité et la même arrogance : une vidéo « en off » sur internet où il s'en prenait violemment aux minima sociaux qui selon lui coûtent « un pognon de dingue » et en pure perte puisque « les pauvres restent pauvres ». Conclusion implicite : puisque les pauvres restent pauvres, autant confier l'argent aux riches pour qu'ils s'enrichissent encore plus.

« En même temps », pour ne pas faire trop « président des riches », il chargeait le ministre de l'économie de trouver « choquant » la rémunération du PDG de Carrefour, lequel, même sans sa prime de départ de 3,5 millions d'euros, se consolera avec ses 17 millions engrangées en 2017 et une retraite-chapeau de 500 000 euros annuels. Le PDG de Renault, Carlos Ghosn, quant à lui, conserve ses 7,4 millions d'euros en dépit du vote de Bercy.

Le salaire moyen des patrons du CAC 40 est passé de 3,6 millions d'euros en 2014 à 4,8 millions en 2017. Le gouvernement n'a pas l'air de trouver que les 140 milliards d'euros d'aides publiques versées chaque année aux entreprises soient un « pognon de dingue », alors que leur impact sur l'emploi est quasi-nul.

Prendre aux pauvres pour assister les riches

Comme quoi Macron, qui se prend pour Jupiter, doit plutôt son inspiration à Mercure, le dieu des voleurs et des menteurs.

Ainsi, ce qui pour lui coûte trop cher, ce sont les aides sociales versées aux plus pauvres. C'est-à-dire, environ 26 milliards d'euros, soit 1 % du PIB, alors que la pauvreté concerne tout de même 14 % de la

population. Selon le Canard Enchaîné, le gouvernement veut supprimer 7 milliards d'euros d'aides, alors que le montant de non recours aux droits (RSA, CMU...), vu le parcours du combattant des démarches à faire, s'élève à environ 10 milliards d'euros selon l'Observatoire des inégalités. 10 milliards de cadeau à l'État consentis malgré eux par les pauvres, auxquels Macron veut soutirer 7 milliards de plus.

Le ministre du budget ose agiter l'épouvantail de la fraude aux aides sociales : une goutte d'eau par rapport à la fraude fiscale et sociale des entreprises. Entre 6 et 25 milliards d'euros seraient perdus chaque année uniquement à cause du non-paiement des cotisations par les entreprises selon la Cour des comptes. Mais Macron préfère « responsabiliser » les pauvres. Et ce qu'il entend par « responsabiliser », c'est contraindre ceux qui touchent le RSA... au bénévolat, comme vient de le préconiser le Conseil d'État. Bref, au travail gratuit !

Le pauvre est une cible facile... jusqu'à ce qu'il se rebiffe. « Et gare à la revanche », comme le chantaient les Communards en 1871, « quand tous les pauvres s'y mettront ! »

France-Italie : match du cynisme

L'Aquarius, affrété par SOS Méditerranée et soutenu par Médecins sans frontières pour sauver les réfugiés, s'est vu refuser l'accès aux ports italiens par le nouveau gouvernement d'extrême-droite au pouvoir à Rome. Le comble de l'hypocrisie a été atteint quand Macron, qui se distingue déjà par son acharnement à recevoir le moins de migrants possible, a jugé le gouvernement italien « irresponsable et cynique », tout en refusant d'accueillir le bateau dans un port français. C'est finalement l'Espagne qui l'a accueilli.

Les États européens, à commencer par la France, montrent leur pire visage : celui du rejet des migrants. L'Europe des barbelés et de la fermeture des frontières a des conséquences meurtrières, avec une hécatombe en Méditerranée, un véritable crime contre l'humanité. L'Europe a largement les moyens d'accueillir ceux qui fuient la misère, les dictatures et les guerres dont sont responsables nos propres gouvernements. Elle a tout à redouter en revanche des gouvernements d'extrême-droite et de ceux qui, comme en France, les imitent.

« Pochette surprise » de la rentrée... à nous d'agir

Nous sommes tous en train de nous demander ce qui nous attend après les congés d'été. Certains partent, parfois en cachette... Plutôt que de vivre avec cette épée de Damoclès au dessus de la tête, nous pouvons reprendre les choses en main, discuter entre nous, exiger des réponses. Avec les samedis travaillés, la direction nous montre qu'elle a toujours autant besoin de nos pièces.

Un symbole qui porte

La seule chose que la direction entreprend de remettre à neuf à l'usine, c'est... la porte, côté Farcot.

Par contre le tourniquet fatigue, et il est souvent difficile de passer à plusieurs à la suite. On peut sortir mais pas rentrer ?

Quand PSA tresse les louanges de Renault...

En Quart d'Heure Com' mercredi dernier, on nous a à nouveau vanté les avantages que nous aurions à aller travailler à Renault Flins : la prime d'intéressement est plus élevée à Renault -pour le moment, puisqu'elle est soumise au bon vouloir des patrons, tout comme à PSA- et on passe bien sûr sous silence le fait que Flins est une usine terminale avec des postes très durs à tenir. Une chose est sûre : ils veulent vraiment se débarrasser de nous.

35 heures en pièces détachées...

Jeudi dernier, à PSA Vesoul, la direction a fait valider son accord de démantèlement des 35 heures par 3 syndicats béni-oui-oui. Pour septembre, elle veut que les 3 000 salariés aient comme base légale du temps de travail 37h45 payées 36h. Pour empêcher l'application de cet accord à Vesoul et son extension à d'autres sites : une pétition sur l'ensemble du groupe a réuni plus de 10 000 signatures, c'est un début de solidarité qui servira pour continuer la lutte.

Chantage à l'emploi toujours la même chanson

La direction de PSA a fini par obtenir l'accord d'IG metal sur son plan de compétitivité concernant Opel.

En « échange » d'un maintien des emplois jusqu'en 2023 (après en avoir déjà supprimé 3700), les collègues d'Opel doivent s'asseoir sur les 4,3 % d'augmentation obtenus dans la branche de la métallurgie.

PSA est habitué à cette mise en concurrence des sites pour les obliger à accepter tous les chantages pour soi-disant conserver les emplois. Tout cela on le sait n'est que mensonge vu les 25 000 suppressions d'emplois ces 6 dernières années. La seule chose que cela rend pérenne, ce sont les profits des actionnaires.

Ford : subventionné à licencier

Le 7 juin, Ford a annoncé un plan de licenciement pour son site de Blanquefort en Gironde (900 salariés) produisant des boîtes de vitesse. Ces 5 dernières années Ford a raflé 50 millions d'aides publiques pour garantir l'emploi sur ce site. Ce « pognon de dingue » encaissé, Ford, qui pèse 7,6 milliards de dollars de bénéfices au niveau mondial, se prépare à fermer l'usine fin 2019.

Mais Ford n'est pas le seul site menacé dans la région. Après GM&S de la Souterraine, ce sont maintenant les usines Metal Aquitaine de Fumel et Bosch de Rodez qui sont menacées.

Si ceux de Ford en appellent à tous les travailleurs menacés de la région et de France par les fermetures et licenciements, ils pourraient bien donner de bonnes raisons à tous les licenciés et leurs complices au gouvernement pour reculer sur toutes les revendications des ouvriers.

Maroc : « Ne fais pas mal à ma poche »

C'est avec ce slogan qu'a lieu depuis le 20 avril un mouvement de boycott contre la vie chère lancé depuis les réseaux sociaux. Sont ciblés principalement les produits Danone, l'eau minérale Sidi Ali, propriété de l'ex-présidente du patronat et les stations services Afriquia, appartenant au ministre de l'agriculture. Dans un pays où 60 % de la population vit sous le seuil de pauvreté selon un rapport de l'ONU de 2016, ce mouvement permet à la colère de s'exprimer sans courir le risque d'être jeté en prison, comme lors des précédentes mobilisations dans le Rif.

Danone a pour le moment réagi en mettant fin aux contrats de 900 intérimaires et en diminuant les collectes de lait au détriment des éleveurs. Contre les privilégiés proches du gouvernement et les multinationales, même combat !

Se faire craindre : ça paye

La direction de l'usine PSA de Trnava vient d'annoncer une augmentation de salaires de 7,7 % cette année. PSA comme l'ensemble du patronat a peur d'une vague de grève dans l'automobile dans les pays de l'Est.

En juin dernier 12 000 ouvriers de l'usine Volkswagen à Bratislava en Slovaquie avait gagné leur grève avec 13,5 % d'augmentation sur 2 ans et une prime immédiate de 500 €. Début 2017, il y avait eu une lutte chez Audi en Hongrie et 20 jours de grève chez Fiat-Chrysler en Serbie. Kia avait déjà dû augmenter de 8,8% ses salariés en Slovaquie pour ne pas avoir de conflits.